

Abd el Krim

Robert Montagne

Politique étrangère, Année 1947, Volume 12, Numéro 3
p. 301 - 324

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

ABD EL KRIM

Le destin de ce petit chef, sorti d'un village berbère pour s'élever au rang de conducteur de la guerre sainte contre l'Occident, est un des plus étranges qu'on puisse imaginer. Depuis le jour où il a rassemblé les forces des tribus pour mettre en déroute, à Anual, une armée espagnole nombreuse et bien armée, il n'a cessé d'être un emblème ou un drapeau. Sorte de Vercingétorix berbère, il a tout d'abord personnifié, au milieu des siens, la résistance contre l'envahisseur chrétien, devenant en même temps, par la contagion de l'exemple, le symbole de la vieille Berbérie anarchique hostile à la formation historique de l'empire chérifien. Puis il s'est posé en souverain musulman rival du sultan du Maroc, en rassembleur de terres sous le signe de la guerre sainte. Il a été aussi l'incarnation de la haine contre l'Espagne militaire, et par là même il est devenu, dans la bouche des prolétaires d'Occident, un nom que l'on jetait à la face du colonialisme. Sur l'échiquier mondial du grand jeu de la libération des peuples opprimés par le capitalisme, il a été alors regardé comme une pièce maîtresse que l'on eût voulu commander à distance. Après sa chute, lors de son exil, il est resté pour les uns un personnage dangereux qu'il fallait, de toute nécessité, enfermer dans une île lointaine, ou bien, au contraire, l'image de la loyauté, du respect à la parole donnée, une sorte d'Abd el Kader moins grand seigneur, mais également sûr dans ses amitiés, solide dans ses propos, un vaincu qui commandait le respect du vainqueur par sa simplicité d'attitude. Parvenu à la vieillesse, ayant dans un instant d'égarement oublié sa parole donnée à la France, il peut redevenir, pour des dissidents impénitents, l'annonceur de révoltes nouvelles, tandis qu'on le célèbre en Orient comme un héros arabe, un glorieux partisan de l'unité marocaine sous l'égide du grand sultan de Rabat, un propagandiste de la Ligue arabe, qui prendra sa place un jour au Panthéon des défenseurs de l'Islam contre l'Occident.

Le moment est venu, semble-t-il, en abandonnant toute passion, de rassembler objectivement les faits connus et de tenter de mettre exactement à sa place ce

personnage qui soulève autour de lui les haines ou les enthousiasmes, pour examiner le rôle véritable qu'il a joué, soit dans la vie de la Berbérie, soit dans l'histoire coloniale, soit enfin dans la politique contemporaine. Puisant ici dans des souvenirs personnels, ou des notes recueillies sur place lors de sa soumission à la France, nous voudrions réussir à projeter sur cet homme mystérieux la lumière. Il faut, pour y parvenir, rappeler tout d'abord ce que furent ses débuts et dire ce qu'a été sa romanesque aventure, il y a vingt ans.

Le pays d'Abd el Krim.

Mohammed Ben Abd el Krim Ben Si Zian est un pur Berbère d'origine à tête ronde, dont un ethnographe donnerait la photographie comme le type le plus pur du brachycéphale méditerranéen. Son grand-père, qui fut cadî dans le petit village d'Ajdir, appartenait à une famille d'hommes du commun, les Aït Boudra, sans aucune attache religieuse maraboutique ou chérifienne. Sa tribu d'origine, les Ouriaghel, est une des plus batailleuses des côtes du Rif. Les luttes intestines dans les villages y sont si constantes, si implacables, que nul n'ose construire sa maison près de celle du voisin, si bien que chaque groupement humain, au lieu d'être formé, comme dans tout le reste de la Berbérie, d'une réunion de hameaux, se compose ici de fermes isolées, jalousement entourées de figuiers de Barbarie qui s'étendent sur plusieurs kilomètres en longueur. En survolant le pays, on n'aperçoit que des maisons dispersées « comme des étoiles dans le ciel ». L'anarchie, dépassant dans ce pays les limites de l'imagination, est telle qu'il y a vingt ans de véritables guerres d'extermination se livraient entre les clans rivaux. Un seul exemple, recueilli sur place, nous dispensera de longues explications. Dans les premières années de ce siècle, un hôte du village des Aït Qasem, un marchand de poisson de la côte, avait eu son chien tué par un enfant du village voisin des Ibouneharen. Ce petit berger, armé d'un fusil, car ici les enfants eux-mêmes portent des armes, avait tiré sur l'animal pour s'amuser. L'hôte porta plainte auprès de ses protecteurs, qui réclamèrent le prix du sang du chien, soit cinquante douros, en raison de la gravité de l'injure faite aux Aït Qasem dans la personne du marchand. Le chef du clan des Ibouneharen refusa de payer. La dispute entraîna des coups, puis chacun sauta sur ses armes : douze hommes furent tués le premier jour. Dans les années qui suivirent, il périt, soit dans des batailles rangées, soit dans des embuscades, quarante hommes d'un côté, soixante-deux de l'autre, sans compter ceux qui furent assassinés dans leur maison. Épuisés par la lutte, les Aït Qasem, réduits aux vieillards, aux femmes et aux enfants, partirent se réfugier dans la montagne sacrée du Zerhoun, au nord de Meknès, après avoir vendu tous leurs biens. La somme ainsi recueillie servit à acheter des meurtriers dans des villages voisins pour continuer la lutte. Des actes en bonne forme, rédigés devant notaire, spécifiaient que le meurtrier recevrait dix mille douros en cas de réussite totale, cinq mille si l'ennemi était blessé, deux mille cinq cents si le coup de fusil partait sans l'atteindre.

Ainsi vivaient les Beni Ouriaghel, grands batailleurs, mais aussi grands pillards,

capables de se rassembler d'un seul coup contre une tribu voisine pour en dévaster les maisons. Là où les Beni Ouriaghel étaient passés, il ne restait plus une porte, une poutre, un pot de terre.

Les assemblées de villages ou de tribus, qui sont généralement assez pacifiques dans les tribus berbères, étaient, chez les Beni Ouriaghel, généralement orageuses, chacun venant avec son arme, prêt à s'en servir. Seuls parvenaient, de temps en temps, à faire régner la paix sur ces petites collectivités turbulentes de saints personnages religieux, des chorfas ou des marabouts dont les zaouïas respectées, aux toits de tuiles vertes, couronnaient le sommet des montagnes. Lorsqu'une réconciliation passagère intervenait, tous les guerriers en armes descendaient sur les plages, devant les Peñons espagnols, Velez ou Alhucemas, se formaient en ligne sur les plages dites des Moujahidin, des « combattants de la guerre sainte », et criblaient de balles à grande distance les fenêtres des casernes dans lesquelles se tenait depuis des siècles une garnison chrétienne. Ayant ainsi longuement insulté les « mangeurs de grenouilles », les musulmans, apaisés, vivaient fraternellement pendant quelques semaines. Tels étaient les compagnons et les frères d'Abd el Krim. C'étaient ceux-là cependant qu'il allait réussir à grouper pour fonder avec eux un royaume.

A certaines périodes de l'histoire, le Rif avait cependant appartenu à l'empire. Au temps des sultans saadiens, de solides casbah avaient été construites à Snada, Tafersit, Selouane. En 1895, le pacha Bouchta el Baghdadi était ainsi venu s'établir à Snada, sur l'ordre du sultan, pour châtier les pillards de la tribu entière des Boqqoya, des écumeurs de mer qui attaquaient les vaisseaux européens et provoquaient ainsi les plaintes des nations chrétiennes. Pendant sept ans, il avait fait régner un ordre relatif, choisissant comme caïds les chefs de bande les plus forts, rassemblant autour de lui les marabouts pacificateurs, faisant payer l'impôt et nommant des juges musulmans. Mais, dès le départ du Baghdadi, un faux sultan avait fait son apparition, Bou Hamara, qui s'était proclamé souverain légitime et avait soulevé toutes les tribus du Nord, menaçant de s'emparer de la ville de Fès. Soutenu par des contrebandiers internationaux, largement approvisionnés en armes, il n'avait pu être vaincu par le sultan Moulay Hafid qu'avec l'appui des mehallas organisés par des instructeurs français. Enfin capturé, Bou Hamara était venu mourir dans une cage de fer qu'on a conservée à Fès et que l'on montre encore aux touristes.

Ainsi vivait à la porte de l'Europe civilisée, paradoxe historique en plein ^{xx}e siècle, cette province méditerranéenne du Maroc restée sauvage. Sa vie alternait entre de longues périodes d'anarchie intérieure que tempérait l'action des marabouts, et de brèves années de rude discipline imposée par le Makhzen, dont la force despotique n'était guère qu'une apparence. Tandis que les courants d'idées modernes pénétraient parfois au Maroc occidental dans les riches maisons des marchands de Fès, de Casablanca et de Rabat en relation avec l'Occident, il semblait qu'ils vinsent s'arrêter au bord des plages dangereuses, tenues par les pilleurs d'épaves de la côte.

Cependant, la garde que l'on montait dans le Rif sur les plages des « moujahidin »

ou sur les tours de guet des montagnes de la côte ne pouvait supprimer tous les contacts. Dans les petits villages les plus voisins de la mer, de jeunes Berbères rendaient visite, pendant les périodes de trêve, aux Espagnols des Peñons. Avec eux ils fumaient et buvaient, échangeaient des propos, imaginaient tant bien que mal ce que pouvait être la civilisation des pays d'Occident. D'autres fois, en contrebande, ils se risquaient à travers le bras de mer qui les séparait du pays chrétien pour aller acheter à Malaga des armes et des étoffes. Ainsi, quelques connaissances déformées et rudimentaires sur l'Occident parvenaient aux gens de la montagne par ces colporteurs de denrées et de nouvelles, qui étaient ceux que l'on désignait sous le nom méprisant de « marchands de poisson de la côte ». C'est dans un de ces villages, à Ajdir, en face d'Alhucemas, que devait apparaître le héros de l'indépendance berbère.

Le Vercingétorix berbère.

Au cours de la première guerre mondiale, le fils de Si Zian s'efforçait d'exercer, comme son père, la profession modeste de cadi rural au milieu des Berbères rétifs, attachés le plus souvent à leurs vieilles coutumes pré-islamiques. Il jouissait cependant, en raison de sa science religieuse, d'une considération suffisante pour pouvoir aisément circuler dans cette tribu anarchique. C'est ce qui lui permit de devenir l'agent des prospecteurs espagnols et allemands, qui cherchaient alors à découvrir les richesses cachées de la montagne. Les travaux des géologues européens avaient alors accrédité dans le pays l'idée que le Rif tout entier recélait de prodigieuses richesses. Le Djebel Hammam, dont le vaste dôme culmine dans le Sud de la tribu des Beni Ouriaghel, était, croyait-on communément, une énorme masse d'or, couverte seulement d'une petite carapace de terre. La preuve en était d'ailleurs l'existence de gîtes de plomb argentifère, que l'on utilisait habilement pour faire de la fausse monnaie espagnole que l'on écoulait auprès des interprètes établis dans les Peñons chrétiens.

Le cadi devint ainsi peu à peu un intermédiaire indispensable, et il semble qu'il joua un certain rôle politique lorsque les Allemands, pendant la guerre de 1914-1918, utilisèrent contre la France un petit-fils d'Abd el Kader, l'émir Abd el Malek, et recrutèrent chez les Beni Ouriaghel des volontaires pour nous combattre. Il avait deux fils. L'aîné, Mohammed, notre héros, né vers 1882, partit, à l'exemple de ses ascendants, faire des études médiévales à la mosquée Qarawiyine de Fès. Le second, plus moderne, qui parlait déjà aisément l'espagnol, fut, sur le conseil des prospecteurs, envoyé à Madrid pour y suivre des cours dans une école secondaire et technique. A son retour de Fès, Si Mohammed ben Abd el Krim, dont l'intelligence était vive et souple, fut remarqué par les chefs espagnols qu'il vint servir à Melilla. Utilisé tout d'abord comme rédacteur de la page arabe du journal *Telegramma del Rif*, il devint même cadi de Melilla, où vivent, au milieu d'une nombreuse population chrétienne, quelques milliers de musulmans pauvres. Mais l'homme avait un caractère fier et énergique, qui ne suppor-

tait pas les injures et les vexations dont les musulmans étaient souvent l'objet dans la ville espagnole. En 1920, après une violente querelle avec le général Silvestre, Mohammed Ben Abd el Krim, que nous désignerons désormais, pour simplifier, par le nom de son père qui lui est communément donné (1), fut mis en prison, tenta de s'enfuir, se brisa la jambe, puis fut libéré. Il rentra dans son village le cœur plein de haine pour les Espagnols. Son père venait de mourir. Il recueillit son héritage de relations locales et devint, dans son village, un de ceux qui connaissaient le mieux les intentions de l'ennemi chrétien. Or l'heure était grave.

Au mois de juin 1921, deux armées espagnoles, l'une partie de Melilla, l'autre de Tétouan, s'appêtaient à soumettre le pays sous l'ordre du roi Alphonse XIII. Leur ambition s'expliquait, aux yeux des Rifains, par la hâte qu'avait le roi chrétien de s'emparer des fabuleuses richesses minières du pays. A l'ouest, dans la montagne, le général Berenguer tenait étroitement encerclé, à Tazarout, son vieil adversaire le chérif Raisouli. A l'est, Silvestre, l'ennemi d'Abd el Krim, s'avancait jusqu'au pays des Beni Touzin, à quelques kilomètres du territoire des Beni Ouriaghel. C'est alors que Silvestre fait réunir au Peñon d'Alhucemas tous les clients de l'Espagne, depuis longtemps bénéficiaires de généreuses pensions versées en douros sonnants et trébuchants. « Dans un mois, fait-il proclamer par l'interprète, nous nous réunirons tous, Espagnols et musulmans, dans les villages de la côte pour boire ensemble, comme aujourd'hui, le thé de l'amitié, lorsque notre grande armée aura occupé l'ensemble du territoire. Sachez-le bien, nous boirons le thé avec vous ou sans vous. Le temps en est venu : que les amis de l'Espagne se comptent et s'assemblent. »

A ces paroles, les Rifains, effrayés, rentrent chez eux sans mot dire.

Quatre hommes d'Ajdir accueillent ces déclarations avec rage : notre héros, Mohammed ben Abd el Krim, son frère Mohammed, son oncle Abd es Selam, fils de Si Zian, et son cousin Abd el Krim, fils de Haddo, fils de Si Zian. Quant à eux, ils combattront les chrétiens jusqu'à la mort et tueront d'abord tous les traîtres. On les voit sur les marches prêcher la résistance, couvrant de honte les pensionnés du Peñon. Ils font égorger les opposants et contraignent ceux dont les consciences ont été achetées à verser deux mille douros. Ces amendes constituent le premier trésor de guerre. Rassemblant tous les guerriers, des combattants couturés de blessures reçues dans les guerres intestines, qui ne craignent pas la mort, ils vont livrer combat audacieusement à l'armée formidable de Silvestre. Deux villages sont enlevés dans des combats de nuit, et Silvestre, qui s'est imprudemment aventuré aux avant-postes, se trouve lui-même attaqué. Allah l'aveugle et le rend fou : son suicide est le signal d'une immense déroute. Par un prodige divin, en trois jours la grande armée européenne, trahie par les forces indigènes qui l'accompagnent, se trouve entièrement détruite. Les soldats chrétiens jettent leurs armes pour mieux fuir. Quelques centaines seulement parviendront à Melilla,

(1) En tribu, au Maroc chérifien, on ne le désigne que sous le nom d'ould Abd el Krim : le fils d'Abd el Krim.

et plus de vingt mille seront égorgés. Trois mille chrétiens se grouperont pour résister autour du général Navarro, à Monte Arruit, mais ils devront bientôt capituler. Beaucoup mourront misérablement dans des camps de concentration, à moins qu'ils ne soient plus tard rachetés par l'Espagne contre le versement d'un tribut humiliant de cinquante millions, à la suite des négociations pénibles conduites par M. Etchevarrieta.

Le butin dépasse toutes les espérances : soixante canons, des centaines de camions, du matériel de téléphone, des dizaines de milliers de fusils, assez de munitions pour combattre pendant des années. N'est-ce point là un signe de Dieu? Abd el Krim recueille en prestige et en autorité tout le bénéfice de cette victoire. Les jeunes guerriers des Beni Ouriaghel le reconnaissent comme chef. Seuls, les vieux *Imgharen*, les chefs de clans anarchiques et aussi les marabouts sont jaloux de sa puissance. Il fait alors disparaître les opposants ou les confine dans leur maison.

Bientôt, il déborde le cadre de sa tribu et rallie à sa cause les tribus voisines, les Temsaman et les Boqqoya, qui formeront désormais avec les Beni Ouriaghel un groupe fidèle. Par l'intermédiaire des Boqqoya, qui forment une petite colonie à la frontière algérienne, à Port-Say, il établit des contacts utiles avec l'extérieur. Ainsi parviendra-t-il à se ravitailler en objets manufacturés ou en contrebande de guerre. Par là, surtout, il trouvera des appuis en Occident dans des milieux hostiles à l'Espagne.

La doctrine politique d'Abd el Krim n'est point fixée encore. Chef des Berbères indépendants, vivant au milieu de tribus égalitaires, c'est tout d'abord la notion familière d'*agrao*, d'assemblée populaire, où l'on prend en commun les décisions, qui s'impose à lui. C'est alors qu'il conçoit assez curieusement, pendant quelques mois, le rêve d'une république berbère, comme l'atteste, en 1922, l'existence d'un cachet qu'il appose alors sur ses lettres : « Le président de la République rifaine. » Cette attitude concilie à la fois la vieille tradition de la montagne avec les formes politiques audacieuses de l'Occident que lui suggèrent des conseillers chrétiens. Une telle formule pourrait, pense-t-il, lui rallier des sympathies. Les partis d'extrême-gauche observent en effet avec intérêt ses premières démarches. J. Doriot fait en France une campagne ardente en sa faveur. Abd el Krim envoie son frère Si Mohammed, plus habitué que lui aux relations avec les chrétiens, en mission à Paris. Mais les amis et les conseillers bénévoles se montrent incapables de faire ouvrir devant lui les portes de nos ministères.

L'échec comporte une leçon pour le petit lettré du village promu, par un miracle de la Providence, au rang de chef de guerre sainte. Ni la tradition berbère, ni l'innovation dangereuse d'une république moderne ne se révèlent utiles. C'est dans la voie de la tradition islamique qu'il va s'engager désormais en brisant les forces des tribus, en les unifiant sous la loi de Dieu, en observant la vraie foi. Ainsi engagé sur le chemin de la religion, Abd el Krim va cesser aussitôt d'être un héros berbère pour devenir un souverain musulman.

Emir el Mouslimine et sultan.

Conduite avec une extraordinaire énergie, la transformation politique du Rif va se poursuivre en deux ans. Ceux qui sont familiers de l'histoire des souverains Almohades, apparus au XII^e siècle chez les Berbères de l'Atlas de Marrakech, retrouveront dans la croissance et l'organisation de la monarchie rifaine de nombreuses analogies de structure. Le fait est d'autant plus remarquable qu'Abd el Krim ignorait tout de l'épopée d'Ibn Toumert, l'Iman impeccable, et de son continuateur, le Berbère Abd el Moumen. La différence entre les deux mouvements est que le royaume rifain devait être détruit trois ans après sa fondation par les forces militaires de l'Occident, tandis que le royaume de Timmel allait, en trente ans, devenir un empire qui s'étendrait à toute l'Afrique du Nord et à l'Espagne. Mais le mécanisme des forces intérieures est identiques, parce qu'il dépend de la structure sociale du pays berbère et obéit aux lois constantes de l'Islam.

Bien vite, Abd el Krim ajoute à son nom l'ethnique d'*El Khettabi* et devient ainsi un descendant d'Omar el Khettab, le prestigieux calife. Le voilà donc transformé en un pur Koreichite, presque l'égal d'un chérif. Il peut légitimement se donner comme « Emir el Mouslimine », prince des musulmans. Le peuple berbère ne le désigne que sous le nom familier de « Sidi Mohand » et lui donne le titre de sultan. Il le portera au milieu des siens jusqu'au dernier jour. A Snada, lorsque, vaincu, sur le point de tomber aux mains de l'Espagne, il va se rendre à la France, tout son entourage lui témoigne encore les égards dus à un roi. L'auteur de ces lignes est accueilli en ces termes à la zaonia de Snada : « Le sultan vous souhaite la bienvenue ! » « Sidi Mohand » est, jusqu'à la fin, par les siens regardé comme un sultan légitime.

Il est entouré de ministres choisis parmi ses parents et ses compagnons de village. Ses chefs d'armée proviennent de sa fraction, ses officiers de sa tribu. Les marabouts des Beni Ouriaghel, qui forment une fraction à part, bien que dispersée dans tout l'ensemble du territoire, se sont rangés à ses ordres. Dès le premier jour, il en fait des magistrats religieux, des prédicateurs de guerre sainte et, sous le nom de *Qadi el Beht*, des sortes d'inspecteurs généraux, chargés d'arbitrer les différends dans les tribus. Il supprime partout le droit coutumier et instaure la loi divine dans sa plénitude. Il veut que la foi soit pure et proscribit rigoureusement les réjouissances dans les mariages. Il interdit le luxe et jusqu'à l'usage du thé, imitant ainsi le puritanisme wahhabite, dont l'influence commence à se faire sentir au Maroc. Il est aussi l'ennemi résolu des confréries religieuses, dans l'action desquelles il sent une rivalité contre son pouvoir personnel. Il accepte seulement les Nasirya parce qu'ils sont plus modernes et surtout parce qu'ils sont au service de ses alliés, les puissants marabouts Khemalcha, qui jouent un rôle important dans la montagne.

Avec les forces de ses trois tribus fidèles, comme le faisait Ibn Toumert avec

ses cinq tribus ralliées à sa cause, nous le voyons se lancer à la conquête de tout le Rif et du pays des Djebala. Pour y réussir, il encadrera solidement les territoires qu'il gouverne, imposant partout des sortes de préfets sous le nom de Hakems et des pachas qui font office de caïds. Ce sont presque tous de jeunes guerriers de sa tribu des Beni Ouriaghel qui lui sont fidèles jusqu'à la mort. De la même manière, il encadre les guerriers des tribus conquises et leur donne des chefs pourvus d'insignes selon qu'ils commandent cent, cinquante ou vingt-cinq hommes. Il se constitue aussi une petite armée permanente composée encore de guerriers des trois tribus. Des déserteurs étrangers y servent dans l'artillerie. Dans son État s'élèvent des maisons de commandement, *mahakmas*, pourvues du téléphone. Il parvient même, véritable prodige lorsqu'on connaît le pays, à imposer aux guerriers dans toutes les tribus un dépôt officiel des armes individuelles dans des magasins dont ses hommes assurent la garde, prévenant ainsi les discordes intestines. En agissant ainsi, il rallie à lui toute la jeune génération, mais ruine le pouvoir des chefs de clans et de fractions incapables de se passer de la tradition de l'anarchie berbère. Aux marabouts, qui parfois excipent de leur qualité religieuse pour se soustraire aux obligations de la guerre, il déclare publiquement qu'il les affranchit de tout lien avec l'Islam, et ses opposants se retirent le front rouge de honte, déshonorés. En 1923, Abd el Krim se sent assez fort pour attaquer la montagne des Djebala où s'exerce la puissance de son rival, le chérif Raisouli, qui, après le désastre d'Anoual, avait réussi à échapper miraculeusement à l'étreinte de Berenguer et était redevenu un chef puissant. Il s'empare de lui, de toute sa famille et de ses trésors. Le vieux Raisouli mourra en prison, tandis que ses femmes et son jeune fils Khalid vivront dans la misère sous des tentes déchirées, au milieu de la kasbah de Snada, jusqu'au jour où l'arrivée de nos troupes viendra les délivrer.

Les armées espagnoles semblent incapables de résister à la puissance guerrière des Rifains ainsi mobilisés et encadrés. Si elles réussissent à défendre le territoire voisin de Melilla, partout ailleurs elles se trouvent rejetées sur les plages et les dernières collines côtières entre Tétouan, Ceuta, la zone internationale de Tanger, Arzila et Larache. La défaite du Rif menace le régime politique lui-même, et on discute dans la péninsule de la prochaine évacuation totale de la zone. Le maréchal Primo de Rivera deviendra dictateur pour avoir éveillé l'espoir du peuple en annonçant un instant qu'il préparait la fin du cauchemar rifain grâce à l'application d'une formule habile de « semi-abandon ».

L'Espagne fait cependant une dernière tentative pour encourager secrètement une révolte, en 1924. Les Imgharen et les marabouts évincés du pouvoir s'insurgent depuis le pays des Mtioua qui s'étend jusque dans la montagne des Senhadja de Sraïr, et même chez les Beni Ouriaghel. Mais Abd el Krim intervient avec brutalité : les conjurés sont condamnés à mort ou s'enfuient.

Il est à ce moment, dans le Rif, à l'apogée de sa puissance. Seule l'existence de traités internationaux s'oppose à ce qu'il devienne le souverain indépendant du Rif. Mais déjà, tout l'Islam a les yeux fixés sur lui.

Si Mohand et l'empire chérifien.

On peut allumer l'esprit de guerre sainte, mais il est plus difficile de l'éteindre. Un royaume fondé par la force tend de lui-même à reculer indéfiniment ses frontières, et il est difficile à celui qui l'a créé de résister à l'entraînement de tout un peuple fanatisé, à la fougue des prédicateurs, à l'ambition des ministres et des conseillers, à l'appel de secours que lancent, des montagnes lointaines, d'autres guerriers indomptables.

Dans la zone chérifienne voisine, le maréchal Lyautey poursuit depuis treize ans, sous l'égide du sultan, la pacification du Maroc, faisant ainsi de l'empire, qui n'était jusqu'alors qu'un agrégat de fiefs et de tribus anarchiques, le cadre dans lequel pourra se développer une nation moderne. L'œuvre se poursuit lentement, sagement, en économisant le sang versé, par l'action conjuguée et habile des manifestations de force et des alliances politiques. Mais, en dehors de ce qu'on appelle alors le « Maroc utile », il subsiste encore, en 1924, trois zones principales d'insoumission : la tache de Taza, peuplée de tribus comparables, par leur vaillance anarchique, à celle du Rif, qui sont étroitement encerclées par nos postes ; le Moyen-Atlas et l'Atlas central, où se rassemblent des Berbères transhumants, souvent insaisissables dans des montagnes inaccessibles ; enfin, au delà des grands domaines des grands caïds du Sud, dans l'Anti-Atlas, aux abords du Sahara, un immense territoire où s'agite encore périodiquement un prétendant, sultan Merebbi Rebbo, frère d'el Hiba, le vaincu de Marrakech en 1913. La domination du Makhzen s'est étendue cependant sur toute la frontière du Nord selon les limites fixées par les traités, sauf en ce qui concerne la grande tribu des Beni Zeroual, dont le territoire est contesté par la France et par l'Espagne. C'est là une région riche en blé que convoitent les Rifains, mais c'est aussi un territoire important pour l'empire chérifien parce qu'il couvre à grande distance la ville de Fès. Devant le danger croissant que présente l'extension de la principauté rifaine, le maréchal Lyautey décide, à l'été 1924, d'occuper le territoire des Beni Zeroual au moment où l'on y signale déjà la présence des prédicateurs et agents politiques. Ni Abd el Krim ni la France ne souhaitent la guerre, sans doute, mais il est facile, dès avant l'occupation de ce territoire, d'observer l'intense propagande religieuse faite en faveur de « Sidi Mohand » dans toutes les tribus du Nord soumises par notre intervention au sultan Moulay Youssef. On n'avait pas encore oublié dans cette région l'indépendance d'autrefois. L'émir, chef de la guerre sainte, représentait pour beaucoup la vraie religion, Moulay Youssef n'étant qu'un pâle chérif vendu aux chrétiens. Sidi Mohand allait venir, affirmaient les ennemis des caïds en place, qui libérerait les opprimés, rendrait la justice à tous, établirait la loi divine dans toute sa pureté. Grâce à lui, on repartirait bientôt en guerre. D'ailleurs, les villes du Nord de l'empire étaient là toutes proches, recélant les immenses richesses de ces riches bourgeois qui vivent en exploitant les ruraux. La France ne pouvait combattre cette propagande habile qui connaissait un grand succès que par une grande vigilance militaire et en

confinant étroitement les Rifains dans la zone attribuée à l'Espagne par les traités.

L'occupation des Beni Zeroual par nos troupes fut aisément réalisée, mais elle les mit en présence des guerriers fanatiques d'Abd el Krim. Ce dernier n'accepta pas notre action et décida de se préparer à nous attaquer avec toutes ses forces. L'hiver se passa en préparatifs chez notre adversaire. Abd el Krim disposait de nombreux canons, de munitions et de soldats aguerris. Nos postes sur toute la frontière du Nord avait été légèrement construits pour lutter contre les rebelles armés seulement de fusils. Ils étaient en outre tenus par de jeunes soldats mal aguerris. Cependant que nous nous reposions naïvement sur notre prestige passé, Sidi Mohand rassemblait des guerriers admirablement entraînés aux combats de montagne et riches de trois années d'expérience heureuse contre l'Espagne. Au printemps 1925, il lançait ses contingents, des tribus solidement encadrées, à l'assaut de nos lignes, ouvrait des brèches dans leurs murailles à coups de canons, cependant que ses prédicateurs et ses émissaires prêchaient partout sur l'arrière du front la révolte des tribus. Le choc fut irrésistible. En deux mois, le Maroc du Nord tout entier était en péril, nos tribus repartaient en dissidence, Fès était menacée, la voie impériale de Fès à Taza menacée de coupure, au moment même où nous avions immobilisé des forces considérables contre la dissidence du Sud de Taza et où la France, occupée dans des querelles intérieures, lasse de la guerre, répugnait à envoyer des renforts. Peu de Français surent alors que, pendant une période d'un mois, l'œuvre de Lyautey fut sur le point d'être emportée et le Maroc tout entier replongé dans l'anarchie et le désordre.

Abd el Krim était merveilleusement informé de la situation de l'empire chérifien par ses émissaires et savait les appuis politiques dont il pouvait disposer en France. Il poussait aussitôt ses avantages, entrait en relation avec tous les chefs de la dissidence. Les grands caïds du Sud, tremblant devant la perspective d'une insurrection générale qui les eût contraints à s'enfermer dans leur kasbah devant la haine que soulevait leur domination, accueillaient secrètement ses émissaires. Par delà le grand Atlas, des relations s'établissaient avec Merebbi Rebbo, avec tous les chefs de la dissidence du Moyen-Atlas et du Sahara. L'inquiétude régnait dans les villes, et les bourgeois de Fès étaient terrifiés en pensant à l'avenir. Ainsi déclinait l'astre de Moulay Youssef et des chrétiens ses protecteurs, cependant que s'élevait toujours plus haut le soleil de Sidi Mohand, sultan de la guerre sainte. C'est lui qui devenait l'unificateur du Maroc tout entier, le successeur de la dynastie alaouite décadente, l'espoir de l'Islam maghrébin. Le miracle d'Anoual se renouvellerait dans les plaines du Nord, et tous les Européens de l'Afrique du Nord seraient jetés à la mer ou faits prisonniers et revendus. Jusqu'à Marrakech, les ouvriers des colons disaient de leur maître en moissonnant : « C'est nous qui, cette année, mangerons ton grain. »

La fin de l'insurrection rifaine.

Les forces militaires amenées tardivement de France, mais en grande hâte, avaient réussi, au cours de l'été 1925, dans l'empire chérifien ébranlé, à rétablir

la confiance. Dès l'automne, une première tentative offensive fut entreprise en utilisant un groupe mobile et des forces de cavalerie partis de Taza en direction des Beni Ouriaghel. L'opération, malheureusement arrêtée par les pluies d'automne, avait du moins suffi à démontrer à des yeux avertis la fragilité de l'organisation politique et militaire rifaine. Cependant, si un accord militaire avec l'Espagne avait été aisément conclu pour établir un plan de collaboration des armées, le doute subsistait dans l'esprit des politiques sur la possibilité de briser les forces religieuses qui avaient mis si gravement en péril la paix de l'Afrique du Nord. Et surtout le gouvernement français et le nouveau résident général, M. Steeg, souhaitaient que toutes les chances de règlement pacifique de l'affaire rifaine fussent épuisées avant que l'on décidât de s'en remettre à la force. C'est dans ces conditions que fut réunie à Oudjda, dans les premiers mois de 1926, une conférence franco-espagnole qui devait entendre une délégation rifaine.

Au cours des pourparlers ainsi engagés, de grands efforts furent entrepris pour obtenir des représentants d'Abd el Krim la reddition des prisonniers espagnols et français, et restaurer ainsi un climat de confiance. On espérait réussir à faire pénétrer peu à peu dans ce pays, sous une forme nouvelle, des influences occidentales qui eussent fait disparaître, espérait-on, l'esprit de guerre sainte. Abd el Krim, qui ressentait le péril que causait pour lui la présence de deux grandes armées européennes à proximité du royaume qu'il avait fondé, inclinait de son côté à une trêve. Mais, comme jadis l'émir Abd el Kader, lors du traité de Desmichel, il entendait bien utiliser le délai qui lui serait accordé pour s'équiper, s'organiser, renforcer son État. Il eût volontiers envoyé en France des centaines de jeunes Rifains pour y apprendre les techniques de l'Occident et mieux organiser son État islamique afin d'en faire un bastion imprenable qui eût servi d'exemple aux musulmans du monde entier. Une foi ardente dans l'Islam, pensait-il, garantissait le succès et la victoire finale. D'autre part, le chef rifain avait aussi, à l'égard de l'Espagne et d'un grand nombre de Français, une profonde méfiance. Ce Berbère d'origine paysanne redoutait les trahisons. Pour rien au monde il n'eût défermé au vœu de M. Steeg qui était, sans doute, de le voir venir en personne faire à Oudjda sa soumission au sultan. Pareil geste eût été pour lui, devant les siens, le reniement de sa mission. Il savait aussi, sans doute, les espérances qu'éveillait dans tout le Maroc dissident sa résistance aux chrétiens. Il croyait peut-être la France aussi faible que l'Espagne. Quoi qu'il en soit, aucune concession ne nous fut accordée par la délégation rifaine. L'échec de la conférence d'Oudjda, à la fin du mois de mars, devait entraîner, à l'issue de la trêve, la reprise des opérations militaires. Celles-ci furent brèves et décisives.

Cependant que la puissante armée de type métropolitain venue de France, solidement établie dans les villes et dans les postes du Nord du Maroc, se préparait lentement à se mettre en mouvement vers le Rif, les troupes africaines légères se mettaient à l'œuvre sans attendre, fortement appuyées par l'aviation et renforcées par une artillerie mobile. Contrairement aux prévisions pessimistes, huit jours devaient suffire pour pousser cinq mille hommes au cœur de la montagne, à Targuist, et à provoquer aussitôt la dislocation des tribus, la chute, l'effon-

drement des Beni Ouriaghel et la reddition d'Abd el Krim. Le mérite de l'action militaire et de l'exploitation du succès fut dû au colonel Corap, dans des conditions de rapidité et d'économie des efforts qui firent honneur à notre armée et qui permirent d'arrêter en trois jours une effusion de sang qui se poursuivait depuis quatre années.

L'élément déterminant du succès fut une courte défaillance des tribus rifaines soumises à Abd el Krim sur la position retranchée du Bou Zenib qui couvrait la trouée de Targuist à travers le pays des Beni Amret. Au moment où le pays des Beni Ouriaghel se trouvait menacé à l'est par une attaque directe, les représentants d'Abd el Krim s'absentèrent une journée pour aller défendre leurs maisons et sauver leur bétail. Aussitôt les contingents des tribus soumises à Sidi Mohand firent défection et la colonne française avança d'un bond à grande profondeur sans rencontrer de résistance. Le mur rifain, dont les matériaux semblaient si solidement assemblés, s'effondra soudain comme une construction de pierres sèches tombe sous le coup d'un bélier. L'exploitation politique audacieuse de ce succès militaire provoqua aussitôt une défaillance politique générale. Abd el Krim, déjà attaqué vers le nord par une armée espagnole débarquée à Moro Nuevo, n'avait plus qu'à s'enfuir. Rassemblant des compagnons, sa famille et son trésor de guerre, il se préparait alors à poursuivre la résistance dans les montagnes de l'Ouest. Mais la défection des tribus, toujours plus complète, lui coupait désormais la route. Hier son prestige était immense, aujourd'hui il n'était plus qu'un fugitif, l'objet de la haine de tous ses anciens ennemis, de tous les imgharen et des marabouts. Son trésor de guerre, composé de caisses pleines d'argent, risquait de provoquer un pillage général même de la part des Rifains les plus fidèles, incapables de résister à leurs instincts ataviques. C'est alors que nous le voyons se réfugier chez la seule autorité qui subsiste dans l'anarchie générale, dans la maison des marabouts, ses adversaires. Ses frères, ses compagnons, ses ministres avec leurs femmes et leurs enfants, toute la population du village d'Ajdir viennent alors chercher refuge à Kemmoum chez Sidi Ali el Mesnaoui, tandis que lui-même se fait l'hôte du chérif Hamido el Ouazzani, de Snada. Mais entre les armées françaises et espagnoles qui se rapprochent, il risque d'être pris. Son hôte Hamido s'offre comme intermédiaire avec les Français et accueille deux officiers transformés en négociateurs qui s'efforceront d'arrêter une guerre devenue inutile et de trouver, s'il se peut, une solution humaine à un dramatique conflit qui risque de conduire au massacre des populations civiles.

La soumission du chef rifain n'est pas en effet aisée à conclure. Entre lui et l'Espagne, c'est depuis cinq ans une guerre à mort qui rappelle les combats féroces du temps de la Reconquista. On l'accuse, à Madrid, d'avoir fait périr dans la misère des centaines de captifs. A la veille même de sa chute, il a fait exécuter par vengeance vingt-deux officiers prisonniers, en apprenant les excès auxquels se sont livrées les troupes espagnoles dans les villages rifains de la baie d'Alhucemas. Il est pour toute l'Espagne un « criminel de guerre ». De son côté, il reproche à ses ennemis d'avoir, sur toute la côte, détruit à coups de canons les tombeaux des saints, d'utiliser des obus à gaz pour réussir leurs débarquements

sur les plages, d'avoir attenté à l'honneur des femmes, exterminé les hommes sans pitié. Aux bombardements asphyxiants des Espagnols, Abd el Krim répond en renvoyant à ses ennemis des prisonniers aux yeux crevés. Il lance contre eux, sur leurs arrières, des « volontaires de la mort » qui tuent tout sur leur passage. Dans les entretiens émouvants qui se poursuivront avec les négociateurs, lors de sa soumission, il dénoncera avec véhémence, en langue espagnole, l'horrible « civilisation du fer » de l'Occident qui fait de lui un barbare parce qu'il est faible et mal armé. L'Islam vaincu dénonce le matérialisme de l'Occident.

A l'égard de la France, la situation est plus simple. Entre lui et nous n'existe aucune haine. Il a reçu l'appui moral de nos partis d'extrême-gauche, et J. Doriot a tenté, en 1925, d'établir avec lui des contacts directs. Il a souvent accueilli des émissaires français et il a souhaité visiblement, en un temps, utiliser notre pays contre l'Espagne. Les prisonniers français tombés entre ses mains ont été bien traités et souvent ses réguliers les ont soustraits à la barbarie des tribus. Bien des Rifains, d'ailleurs, qui viennent chaque année travailler chez les colons d'Algérie, nous savent humains et compréhensifs. C'est sans doute pour cette raison qu'au moment même où l'armée française parvient à Targuist toutes les tribus effrayées par l'avance espagnole, redoutant les vengeances et le pillage, envoient sous notre garde des milliers de femmes et d'enfants. Par instants, les guerriers refluent se mêlent à eux, réfugiés eux aussi en nombre si grand que nous ne pouvons les désarmer. Tous s'en remettent à nous de les sauver de la mort, et Targuist est transformé en une immense fourmilière humaine dans laquelle nos troupes sont comme perdues. Ainsi étions-nous conduits à jouer entre le chef rifain et ses partisans, d'une part, et l'armée espagnole, d'autre part, un rôle difficile de pacificateurs et de médiateurs. Il fallait d'ailleurs procéder avec décision et rapidité, car les incidents se multipliaient, que nos forces, insuffisantes en nombre au cœur de la montagne, ne pouvaient prévenir. C'est ainsi que, le surlendemain de la reddition d'Abd el Krim, une colonne espagnole forte de huit cents hommes, remontant imprudemment les gorges de l'oued Ghis, fut pendant la nuit encerclée et presque complètement détruite par tous les guerriers rifains réfugiés à Targuist, qui rallièrent au canon et firent pour la dernière fois le coup de feu contre leurs ennemis.

C'est dans ces conditions que fut négociée dans la maison du chérif Hamido el Ouazzani la soumission d'Abd el Krim. La grande difficulté était, pour les représentants du colonel Corap, d'inspirer confiance au vaincu. Dès le premier instant, le précédent d'Abd el Kader fut évoqué et le respect observé par notre pays en toutes circonstances de la parole donnée. Abd el Krim craignait avant tout d'être remis vivant à l'armée espagnole. Il lui fut accordé la garantie de sa sécurité personnelle, de celle de sa famille et la protection de ses biens. Son vœu était d'être autorisé à séjourner en terre musulmane. Aucune promesse ne put lui être faite sur ce point, puisque aussi bien le lieu fixé pour sa résidence devait nécessairement faire l'objet d'un accord avec l'Espagne. Il exprima alors le désir de pouvoir, avec tous ses compagnons, tout le village d'Ajdir, s'établir quelque part dans le monde, sur une terre assez vaste pour pouvoir y constituer une petite

communauté rurale. « Nous sommes, disait-il, un village d'agriculteurs. » On ne sait pourquoi cette suggestion ne put être retenue par la suite. La condition préalable de toute négociation était la remise immédiate de tous les prisonniers. La livraison des soldats espagnols — puisque les officiers avaient été massacrés la veille — fut particulièrement difficile à obtenir, car le chef rifain sentait qu'il se trouvait, en les abandonnant, dépourvu de toute monnaie d'échange dans une discussion avec l'Espagne pour obtenir pour lui et les siens cette sauvegarde dont il doutait encore qu'elle pût être assurée sur notre seule parole.

Le jour même de l'arrivée d'Abd el Krim dans nos lignes, une colonne française forte de deux mille hommes allait de Targuist à Kemmoun prendre sous sa protection les compagnons et les familles d'Abd el Krim — comprenant en particulier une vingtaine de femmes et une quarantaine de petits enfants, — ainsi que les quelques caisses d'argent qui restaient de son trésor de guerre, les sauvant ainsi du pillage et de la mort. Abd el Krim nous exprimait à leur arrivée dans nos lignes ses sentiments de reconnaissance.

L'exil.

D'après négociations furent alors engagées pendant l'été 1926 avec le gouvernement espagnol pour lui faire admettre l'envoi en exil du « criminel de guerre » pour qu'il fût définitivement éloigné du Rif et cessât de pouvoir être invoqué comme un drapeau de guerre sainte. Le choix fut fait de la Réunion, où il fut transporté sur un navire de guerre avec son frère Si Mohammed et son oncle Si Abd el Selam, fils de Si Zian. Son cousin, Abd el Krim ben Haddo, restait à Fès, et son beau-frère Azerqan et plusieurs personnages de moindre importance étaient placés en résidence dans des villes paisibles du Sud du Maroc.

Les premières années d'exil semblèrent dures, mais peu à peu la confiance qui s'établissait entre les autorités françaises et le chef rifain permettait une amélioration de son sort. Vivant dans une agréable villa, s'intéressant à une plantation et au commerce, il élevait sa famille, et ses fils étaient instruits au lycée français de Saint-Denis, où ils faisaient de bonnes études. Entre eux ils parlaient berbère. Il leur enseignait l'arabe. Abd el Krim multipliait d'ailleurs les témoignages de confiance et d'amitié envers notre pays. Il les renouvelait lors de la guerre de 1940. En 1943, il télégraphiait au général de Gaulle pour lui demander d'agréer son fils dans nos armées. Un peu plus tard, sollicité de faire connaître son opinion sur l'éventualité d'un retour, il déclarait envisager volontiers pour ses fils l'accession à la nationalité française en Algérie, lui-même, disait-il, se sentant désormais trop âgé pour embrasser un nouveau statut.

Ainsi, à distance, l'image d'Abd el Krim restait-elle dans l'esprit des Français qui l'avaient bien connu, dans les heures difficiles de la guerre et de la soumission, semblable à l'opinion qu'ils s'en étaient faite : un homme intelligent, équilibré, au jugement droit, fidèle à la parole donnée, profondément religieux, ouvert à l'amitié et aux nobles sentiments, qui commandait l'estime et méritait de bénéficier de mesures de clémence.

Les relations, toujours difficiles, de la France et de l'Espagne au Maroc et en Europe avaient rendu jusqu'alors, il faut le dire, impossible une décision de pardon, en raison de l'opposition de l'Espagne. Le chef rifain demeurait, dans son pays d'origine, le drapeau de la révolte, et les haines qu'il avait allumées dans la péninsule n'étaient pas encore éteintes.

Au lendemain de la Libération, la France se trouva cependant placée dans une situation nouvelle. Rétablie dans sa puissance avec l'aide de son empire, il lui semblait impossible de maintenir plus longtemps en exil des agitateurs dont l'éloignement était justifié pendant les années difficiles de guerre. Ainsi furent autorisés à rentrer en Afrique du Nord Messali el Hadj, le leader nationaliste prolétarien d'Algérie, et Si Allal el Fassi, le chef de la bourgeoisie nationaliste de Fès, tous deux exilés en Afrique noire. Abd el Krim ne pouvait être oublié. Le gouvernement français estimait cependant que le retour en Afrique du Nord n'était pas encore possible et qu'une étape intermédiaire s'imposait. La petite caravane, composée d'une quarantaine de personnes, s'embarquait alors sur un bateau étranger affrété par la France à destination de Marseille pour y être accueillie dans une confortable villa de la côte d'Azur.

On sait le reste : à son arrivée à Suez, le bateau qui transportait Abd el Krim était envahi par des nationalistes d'Afrique du Nord qui ont fait du Caire leur quartier général et par de nombreux journalistes égyptiens. On pressait l'émir rifain de déclarer sa solidarité complète avec le sultan du Maroc, son attachement à l'arabisme, son zèle pour l'indépendance et l'unité de l'empire chérifien. Les autorités égyptiennes lui faisaient connaître en même temps que l'hospitalité lui était offerte dans une propriété royale. En arrivant à Port-Saïd, l'émir et sa suite descendaient à terre pour visiter Le Caire et venaient s'y réfugier sous la protection proposée du roi Farouk. Dans sa hâte à quitter le bord, Abd el Krim abandonnait le corps de sa mère, qu'il n'avait point voulu laisser derrière lui à la Réunion, et cinq tonnes de bagages personnels.

En absence de toute information précise, on imagine assez aisément le drame. Le chef rifain, longtemps demeuré à l'écart, mal instruit de l'évolution de l'Afrique du Nord et de l'Orient au cours des dernières années, devait naturellement se sentir troublé au contact de ces jeunes nationalistes ardents et enthousiastes qui lui expliquaient la décadence définitive de la France et l'immense puissance retrouvée de l'Islam dans le monde. La conjuration nationaliste qui entoure le palais chérifien à Rabat était sans doute parvenue, depuis quelques mois, à nouer autour de lui des intrigues, utilisant son entourage. L'homme était vieilli, fatigué, il n'avait auprès de lui aucun conseiller qui lui rappelât les promesses anciennes, qui pût lui présenter une version plus objective des nouveaux aspects du Maroc et de l'Orient. Dans un moment de faiblesse et d'abandon, croyons-nous, le chef rifain, pour la première fois de sa vie, suivit la voie de la facilité ; il quitta le vaisseau à bord duquel il n'était retenu que par sa parole donnée à la France et s'établit dans une propriété du roi Farouk, près du Caire.

A la différence d'Abd el Kader, dont il invoquait jadis l'exemple, Abd el Krim a oublié ses promesses faites à la France qui l'a sauvé avec tous les siens de la mort.

Il n'est plus, en Égypte, qu'un sujet du sultan, de Sidi Mohammed, fils de ce Moulay Youssef qu'il avait jadis fait trembler, un homme qui devient le jouet des forces collectives dans le combat ouvert entre l'Orient et l'Occident.

Abd el Krim et la zone espagnole en 1947.

Depuis vingt et un ans, la situation de la zone espagnole du Maroc s'est trouvée prodigieusement modifiée en raison de l'occupation des forces militaires de l'Espagne et de l'organisation du Protectorat sous l'égide du khalifat de Tétouan.

Dans le Rif proprement dit, patrie d'Abd el Krim, ce sont ses ennemis qui ont reçu de l'Espagne le pouvoir, d'abord son cousin et ennemi, Sliman ou Mjahed Boudra, puis les imgharen, ses adversaires, et même quelques-uns de ses ministres et de ses compagnons qui se sont mis au service de l'ennemi héréditaire. D'autre part, avec une habileté consommée, les chefs militaires espagnols ont su recruter, parmi cette jeunesse batailleuse, quinze mille hommes de troupe qui forment, en Espagne même, la garde personnelle du Caudillo et des troupes régulières souvent cantonnées dans la Péninsule. Les Rifains ont joué dans les luttes intérieures de l'Espagne un rôle éclatant, écrasant la révolte des Asturies, soutenant le général Franco, fusillant les républicains, les frères de ceux-là mêmes qui jadis, en Espagne, préconisaient l'abandon du Rif. D'autre part, la zone de l'ouest s'est trouvée pacifiée, organisée, administrée selon des méthodes qui se sont inspirées largement de celles de la zone française. Le rôle décoratif du khalifat, cousin du sultan de Rabat, Moulay Hassan, a été considérablement accru. On l'a vu même arborer un brillant uniforme andalou et chevaucher à l'ombre d'un parasol impérial. Par un calcul qui voulait être habile, les politiques espagnols ont longtemps encouragé la bourgeoisie des villes, dont les tendances arabes sont connues, à instruire ses fils au Caire à la « Maison du Maroc ». A Tétouan, ils ont bénéficié, dans les écoles secondaires et supérieures, de la science de professeurs chrétiens ou musulmans venus d'Orient, animés du plus pur patriotisme oriental. Aussi, la zone espagnole a-t-elle pris, par comparaison à la zone française, une personnalité politique très particulière.

En même temps s'est accrue l'influence culturelle et sociale de la péninsule sur la zone khalifienne. Il n'est guère d'habitant des villes ni même des campagnes qui ne s'exprime couramment en langue espagnole. Les mariages mixtes se multiplient. Les Espagnols de Melilla ont des femmes rifaines, filles des pauvres musulmans des Guelaya. En sens inverse, le général berbère Amezzian, et le frère du khalife lui-même ont épousé des femmes de la bonne bourgeoisie espagnole. Enfin, on voit des officiers espagnols se marier aussi avec des filles des grandes familles musulmanes de Tétouan. C'est que l'occupation militaire espagnole, proportionnellement dix fois plus lourde que celle de notre zone, est un facteur puissant de transformation du pays, tant par les contacts individuels qu'elle entraîne que par l'importance des soldes ainsi jetées dans l'économie du pays. L'armée espagnole, support du régime franquiste, en est arrivée à faire de la zone de protectorat sa base essentielle. Amère dérision de l'histoire, c'est sur le sol

rifain, à Llano Amarillo, que s'est ourdie, en 1936, la conjuration qui a porté au pouvoir le général Franco. La garde fidèle du dictateur, nous l'avons dit, est composée des fils même de ceux-là qui mouraient, il y a vingt ans, pour Sidi Mohand.

Aussi conçoit-on avec quel dépit, depuis deux ans, les chefs militaires et politiques de l'Espagne et de la zone khalifienne ont vu se développer le mouvement nationaliste qui, partant de Rabat, vise à réaliser dans le plus bref délai possible l'unification du Maroc au profit du sultan de Rabat. Où est donc le temps où, avec l'appui de l'Allemagne, le leader nationaliste Mekki Nasiri, encouragé par Tétouan, proclamait la *Ouahda el Maghribiya*, l'unité marocaine, sous l'égide de l'Espagne, alors établie à Tanger, en profitant de l'humiliation de la France vaincue? Quoi qu'il en soit, une vive tension a régné depuis un an à plusieurs reprises entre les autorités espagnoles et le khalife Moulay Hassan, suspect d'avoir rétabli avec son impérial cousin des liens trop étroits et de subir passivement ses directives. Attitude qui a valu, de la part du Haut Commissariat à Tétouan, l'éclosion de divers projets : l'autonomie des provinces du Rif berbère qu'il conviendrait de soustraire radicalement à toute influence nationaliste sultannienne ou arabe ; la nomination d'un grand vizir tout-puissant, dans la personne de Khalid Raisouli, fils de l'ennemi d'Abd el Krim, aujourd'hui pacha de Larache. C'est avec une mauvaise humeur plus marquée encore qu'ont été accueillis le voyage du sultan et de la famille impériale à Tanger, ainsi que les discours prononcés en la circonstance, qui ont mis l'accent sur l'unité du Maroc sous l'égide exclusive de Sidi Mohammed et qui ont affirmé l'adhésion du Maroc aux principes de la Ligue arabe.

On a vu d'ailleurs se manifester sans retard la réaction de Madrid par l'intégration définitive de la zone d'Ifni dans la zone de souveraineté nationale de l'Espagne. Les soixante mille Berbères qui habitent ce territoire au sud d'Agadir et qui, par le traité de Tétouan (1861), sont soumis en principe à l'autorité exclusive du gouvernement de Madrid, avaient jusqu'alors été tantôt placés sous la suzeraineté de Merebbi Rabbo, le prétendant du Sud, tantôt rattachés au khalifat de Tétouan. On peut légitimement inférer de ce précédent que le khalife Moulay Hassan, à Tétouan, devra prochainement choisir entre les directives du sultan et celles du gouvernement de Madrid. Son avenir dépend des décisions qu'il prendra.

Abd el Krim et la France au Maroc.

Depuis 1907, la France a patiemment travaillé à préparer l'unification du Maroc sous l'égide du sultan et a procédé peut-être avec lenteur, mais avec constance, à une tâche difficile : l'éducation d'une jeune nation que l'on voudrait voir prendre sa place dans la vie moderne sans qu'elle perdît en rien d'ailleurs son caractère islamique. C'est sous l'influence de notre pays que le principe de la subordination du khalife de Tétouan au sultan a été maintenu depuis trente ans malgré la résistance de l'Espagne. C'est à la France aussi que le Maroc doit ses

deux victoires diplomatiques remportées à Tanger en 1923 et en 1945 qui ont permis de réserver la souveraineté du sultan sur la zone internationale. Le dernier de ces accords, d'ailleurs, doit très prochainement être remis en cause, car, selon l'esprit de plusieurs nations, il devrait faire place à un régime d'internationalisation complète qui serait justifié par la position stratégique de cette ville à la porte du détroit. La souveraineté du sultan, pour avoir quelques chances de l'emporter à Tanger dans la prochaine conférence, devrait pouvoir compter sur l'appui complet de la France.

Mais, cependant que nous poursuivons ainsi avec patience au Maroc l'unification territoriale et l'éducation des élites, œuvre qui semble devoir exiger pour le moins le concours d'une nouvelle génération de Marocains avant de donner son plein effet, le jeune mouvement nationaliste marocain, inspiré par les exemples de l'Orient, aspire à brûler les étapes et multiplie à l'égard de la France des manifestations d'intransigeance fébrile. Il s'agit, on le sait, d'un mouvement encore embryonnaire dont l'état-major est fort réduit et qui ne mobilise que quelques milliers de jeunes gens dont l'expérience politique et technique demeure fort limitée (1). Mais ce qui fait la puissance du mouvement dans l'empire, c'est qu'il anime la bourgeoisie de la ville de Fès et des villes de Rabat et de Casablanca, qui, par sa richesse et sa connaissance des sciences traditionnelles, jouit dans les campagnes du vieux pays Makhzen d'un prestige indéniable. Enrichie par le commerce au cours de la guerre, cette classe sociale privilégiée, à laquelle s'agrègent sans cesse de nouveaux éléments récemment parvenus à la fortune, tend à imposer sa domination sur l'ensemble d'un pays de sept millions d'habitants qui étaient demeurés jusqu'alors hors de ses prises, habitués à la vie rude et anarchique des montagnes, masse primitive ataviquement amoureuse d'insurrections et de pillages, à moins qu'une forte autorité ne s'exerce sur elle pour la conduire.

En même temps que s'éveillait tardivement le nationalisme marocain dans les villes à peine dégagées de leur caractère médiéval, un concours inattendu de circonstances favorisait dans l'empire la concentration du pouvoir autocratique. Au nom de la tradition islamique, le Makhzen chérifien s'efforce en effet, depuis quatre ans, de prendre en main tous les pouvoirs. Jadis, il est vrai, cette autorité despotique cherchait ainsi à s'imposer, en même temps que s'affirmait, théoriquement au moins, la primauté intellectuelle et sociale de la ville de Fès. A cet égard, rien n'est changé dans le Maroc, et nous en revenons assez curieusement à la situation politique dans laquelle se trouvait autrefois le Makhzen. Mais ces deux forces devaient compter alors avec la résistance obstinée des tribus. Aujourd'hui, tout est simplifié, dans ce pays que la France unifie et qu'elle maintient dans l'ordre avec ses troupes et sa puissante organisation administrative. Toute réaction locale devant les abus du Makhzen, toute résistance à l'idéologie élaborée au palais ou à Fès devient impossible, puisque, comme nous le disent les Berbères

(1) Walter B. CLINE, « Nationalism in Morocco » (*Middle East Journal*, Washington, jan. 1947).

de la montagne : « Vous tenez la vache par les cornes, cependant qu'on vient en traire le lait. »

Treize années ont passé, il est vrai, depuis que se sont soumises à la France et au sultan les dernières tribus de l'Anti-Atlas. La vigueur des réactions anarchiques berbères des régions montagneuses et désertiques tend à s'atténuer, le pays s'amollit dans la paix. Un observateur superficiel pourrait croire, comme le font les jeunes bourgeois de Fès, à la disparition définitive des vieilles tendances à l'insurrection. Une prudence plus grande amènerait cependant à penser qu'elles sont en sommeil aussi longtemps que des troubles locaux ne viennent point les réveiller. Chacun sait en effet que le Marocain a le sang chaud et qu'une autorité juste, ferme et éclairée, qui transforme peu à peu sa vie économique et sociale, demeure pour longtemps encore indispensable si l'on veut qu'il devienne un jour le sujet paisible d'une démocratie moderne.

Dans ces circonstances politiques générales, quel peut être le sens qui sera attribué au retour d'Abd el Krim en pays d'Islam par les musulmans du Maroc ? Les déclarations faites en son nom au Caire par les journalistes arabes insistent sur sa fidélité au sultan, sur le caractère exclusivement arabe du Maroc, sur l'unité de l'empire et enfin sur l'union du Maroc et de l'Orient. Pour tenir compte des éléments objectifs de l'affaire, il faut assurément distinguer selon les régions et les conditions de vie du pays.

Partout où le souvenir de la dissidence est resté vivace — et il s'agit là d'un état social qui a duré pendant des siècles et qui n'a cessé que depuis une quinzaine d'années, — Abd el Krim reste, que les nationalistes arabes le veuillent ou non, le sultan berbère de l'indépendance. Son nom est aussi bien le symbole de la lutte contre le Makhzen que contre le chrétien qui préparait la soumission du Maroc au nom du Makhzen. Par là même il éveille des échos profonds dans l'âme berbère anarchique. Le sultan lui-même ne pourrait l'invoquer sans mettre bien vite en péril la domination personnelle qu'il entend établir en s'appuyant sur notre force. Il reste, dira-t-on, qu'Abd el Krim, allié au sultan, n'est plus qu'une sorte de caïd soumis, âgé et inopérant. Mais ceux qui voudraient se servir de son nom pourraient peut-être, en excitant des haines, provoquer dans certaines régions de l'empire des mouvements dont les conséquences pourraient être imprévisibles pour ceux-là mêmes qui les auraient créés. La conséquence de l'incident du Caire sera donc pour la France la nécessité plus impérieuse encore de maintenir fermement un contrôle sur les tribus, de s'assurer de la fidélité entière de la hiérarchie makhzen, sous peine de voir détruire l'œuvre entreprise depuis trente ans dans des conditions qui réduiraient à néant les meilleurs espoirs des nationalistes eux-mêmes.

Dans les villes frondeuses qu'anime la jeunesse influencée par l'Orient, Abd el Krim jouira, au moins pendant quelques mois, d'une belle popularité. Rallié au sultan, qu'on considère désormais comme le père du nationalisme, ne consacrerait-il pas par son geste l'unité de l'empire ? Il est devenu un « émir arabe » et cesse d'être un Berbère. Quelle revanche si l'on songe aux angoisses que l'on éprouvait il y a vingt ans à l'idée que les sujets turbulents de « Sidi Mohand » auraient pu

s'emparer de la capitale et la piller! Enfin, s'il est vrai que le chef rifain ait manqué de parole aux chrétiens qui l'avaient sauvé en s'établissant au Caire, n'est-ce point là, aux yeux de certains, un nouveau titre de gloire? Laissons-leur cet avantage discutable.

L'événement, qui par lui-même a peu d'importance, risque donc d'être un motif de troubles et de mésentente dont la cause de la nation marocaine ne saurait tirer, semble-t-il, qu'un médiocre parti, soit dans la zone khalifienne, soit dans celle du sultan.

Abd el Krim et l'Égypte.

Pour quelle raison le gouvernement de l'Égypte, jusqu'à présent si courtois dans ses relations avec les puissances occidentales et en particulier avec la France, a-t-il décidé de manifester, par des gestes éclatants, sa solidarité avec les populations musulmanes de l'Afrique du Nord, placées sous un joug « colonialiste »? Déjà, il y a quelques semaines, un vaisseau de guerre égyptien prétendait remettre aux musulmans de la nation sœur de Tunisie, éprouvée par la sécheresse, trois cents tonnes de vivres dont on affirmait au Caire qu'elles devraient être distribuées sous la surveillance des représentants de l'Égypte indépendante. D'autre part, après avoir invité Abd el Krim à bénéficier de sa protection et à s'établir dans un de ses palais, le roi Farouk allait plus loin. Il réunissait quelques jours après, dans un déjeuner intime, son nouvel hôte et un nationaliste tétouanais qui s'est affranchi lui-même de toute relation avec l'Espagne. Il s'agissait de M. Ben About el Inglisi, envoyé l'hiver dernier par les autorités espagnoles auprès de la Commission culturelle de la Ligue arabe et qui, aussitôt parvenu au Caire, s'était désolidarisé du Haut Commissariat pour travailler librement à l'affranchissement total de son pays avec l'appui de l'Orient.

Devant ces faits, un observateur étranger est nécessairement réduit à des conjectures. Il note cependant que la présence de la Ligue arabe au Caire a pour conséquence indirecte le rassemblement en Égypte et dans les pays voisins d'un nombre croissant d'agitateurs et d'hommes politiques du Maghreb et de l'Orient qui exercent une influence grandissante sur l'état d'esprit des pays qui les accueillent. Nous voyons en effet désormais en contact étroit et constant des personnages aussi colorés que le grand Mufti de Jérusalem, Amine el Husseini, l'ennemi mortel des Juifs ; Rachid Ali Gaïlani, l'instigateur du coup d'État nazi en Irak en 1941, aujourd'hui protégé par le roi Abd el Aziz Ibn Séoud ; Allal el Fassi, le chef de la jeunesse nationaliste de Fès, revenu au Maroc après un exil au Gabon et parvenu au Caire en même temps qu'Abd el Khalek Torrès, quelques jours avant le passage à Suez d'Abd el Krim. Ce Torrès, nationaliste tétouanais, fut l'agent fidèle de l'Allemagne pendant toute la guerre, et il est accompagné de Mekki Nasiri, animateur du mouvement de l'« Unité marocaine » qui travailla ardemment, avec l'appui de l'Allemagne, à la réunion des deux zones. Dans l'ombre se tiennent le D^r Habib Tamer, soutien des Allemands en Tunisie et le speaker bien connu de la radio de Berlin, Younes el Bahri. Enfin, égaré dans cette

compagnie, Habib Bourguiba, le leader libéral du Destour tunisien, désespérant de trouver une formule d'accord avec la France, cherche à rassembler tous les mouvements qui nous sont hostiles. Ces chefs de l'opinion nationaliste musulmane, unissant leur action à celle des propagandistes de moindre envergure, permettent aisément à la Ligue arabe de diriger désormais son activité en dehors de ses limites naturelles de l'Orient jusque vers le Maghreb. Ainsi naît sur place une opinion publique, mise en mouvement par des surenchères constantes, qui ne connaît plus de limites territoriales à son action ni de prudence dans ses revendications. Les partis politiques égyptiens sont profondément troublés par une telle activité qu'ils encouragent eux-mêmes. Les masses s'agitent et les hommes d'État, si haut placés soient-ils, croient devoir prendre la tête des mouvements par lesquels ils redoutent d'être dépassés.

Certains, à la tête plus froide, s'alarment d'une telle situation, si l'on en juge par certains indices de la presse du Caire. Demain, disent-ils, l'Égypte devra, à l'O. N. U., défendre ses propres intérêts au Soudan ou en Libye, et il se peut que, la bienveillance de certaines puissances occidentales lui faisant défaut, ses aspirations essentielles demeurent insatisfaites. Le nationalisme égyptien doit-il donc se sacrifier à l'impérialisme arabe? Leurs sorts sont liés, répond-on, comme à celui de tout l'Islam dans le monde.

Abd el Krim et l'Orient.

C'est qu'en effet le climat politique de l'Égypte, comme celui des pays arabes depuis trois ans, nous met en présence d'une situation entièrement nouvelle. En 1934, on discutait posément au Caire en songeant à l'avenir de l'Égypte, de sa mission pharaonique ou arabe, et les partisans d'un nationalisme égyptien, conçu à l'image de l'Occident, enfermé dans ses limites territoriales, étaient encore nombreux. L'arabisme a gagné la partie dans les années suivantes. Le sentiment, jusqu'alors confus, de la solidarité culturelle des pays arabes d'Orient s'est affirmé. L'idée de la Ligue, dont Abd el Rahman Azzam établissait le manifeste dès 1933 (1), est devenue une réalité grâce aux encouragements politiques précis donnés dès 1941 par la Grande-Bretagne.

L'Égypte a aussitôt cherché à prendre la tête du mouvement, envoyant ses missions culturelles au Yémen et en Syrie, multipliant ses gestes d'entr'aide au Liban « attaqué » par la France, accueillant généreusement tous les leaders du monde arabe. Aussitôt, l'arabisme s'est développé avec une vigueur inattendue. S'évadant de ses frontières orientales, il s'est mué peu à peu en un impérialisme conquérant qui revendique comme zone d'intervention la Tunisie, le Maroc, la Mauritanie et le Soudan. Déjà, l'ombre du panarabisme s'étend à grande distance sur l'Afrique noire.

C'est alors qu'une nouvelle extension du mouvement va lui donner une forme qui est bien près d'être définitive, celle du panislamisme. L'Asie tout entière

(1) Cf. notre étude sur l'Union arabe (*Politique Étrangère*, 1946, n° 2).

est aujourd'hui le théâtre de grands événements. On y observe la libération de l'Indonésie musulmane, où vivent soixante-cinq millions d'habitants, de langue malaise, encore pénétrés de bouddhisme ; l'apparition, presque magique, du Pakistan, où vivent quatre-vingt-quinze millions de musulmans, dans l'ensemble peu instruits, mais animés d'un puissant sentiment de solidarité avec leurs frères d'Arabie. On comprend que l'activité de la Ligue arabe s'en trouve modifiée. Déjà, malgré la différence des langues et des races, l'Indonésie affirme, en même temps que le Maroc, son désir d'être représentée à la commission culturelle de la Ligue arabe. De menus indices laissent prévoir une action de la Ligue vers les Comores et la côte orientale de l'Afrique. D'autre part, les cérémonies du pèlerinage permettent de constater l'importance, chaque année plus grande, des propagandes politiques panarabes et anti-occidentales jusque dans la sainte mosquée de la Kaaba, où tous les peuples islamiques sont représentés. L'Islam est visiblement mobilisé par la politique panarabe, qui se transforme aussitôt en un vigoureux panislamisme selon la pensée du grand maître que fut, il y a trois générations, Djemal ed din el Afghani. Il se compose ainsi un sentiment nouveau de cohésion religieuse que notent les observateurs occidentaux.

Jamais en effet, par le passé, l'alliance de la religion et du nationalisme en Asie et en Afrique n'a été si étroite. Jamais on n'a proclamé dans tout l'Islam, en utilisant les procédés les plus modernes de la pensée, la décadence définitive de l'Occident matérialiste. Au moment même où notre civilisation est parvenue à posséder les armes les plus redoutables, les techniques les plus parfaites, l'Orient musulman affirme sa ruine prochaine, sa disparition imminente et le retour prochain de l'Islam régénéré, reprenant dans le monde sa grande mission divine.

Ce que nous observons en Égypte peut être noté en bien d'autres pays. Dans tout son ensemble, l'Orient islamique échappe à la conduite de ses élites occidentalisées qui n'osent plus exprimer librement leur pensée ou qui en sont réduites à suivre la volonté confuse et simpliste des masses mises imprudemment en mouvement. Ne nous étonnons point dès lors de gestes insolites qui ne peuvent point s'interpréter selon des règles rationnelles, mais selon des lois de la logique des sentiments et plus encore de la psychologie des foules. Foules d'Asie innombrables et ingouvernables dont la conduite incertaine régira, dans le siècle à venir, le sort d'un continent.

* * *

Dans une conférence récente à la Sorbonne, lord Altrincham affirmait comme un dogme, l'identité de la politique britannique en Orient et de celle de la Ligue arabe. Il émettait l'opinion, optimiste selon nous, que l'arabisme, lorsqu'il aurait obtenu pleine satisfaction en Palestine, dans le conflit qui l'oppose au sionisme, se retirerait sagement dans son domaine oriental. Il se consacrerait alors à la grande tâche qui l'attend, l'élévation de niveau intellectuel, social et économique de peuples réduits sur leurs immenses territoires, par une longue décadence, à la misère et à l'ignorance, dans un pays dont les récentes découvertes minières

ont révélé la prodigieuse richesse. On verrait alors aussitôt cesser le paradoxe de ces États débilés, incapables d'exploiter leurs trésors, venant combattre la vieille Europe dans ses entreprises africaines et se donner en exemple, au Maghreb, à des peuples déjà parvenus, en association avec l'Occident, à un degré souvent plus élevé de prospérité et de développement culturel.

Sans doute, les techniciens politiques du Middle East britannique, en établissant leurs plans, vivent-ils dans la croyance à la sagesse des fondateurs arabes d'une institution, la Ligue arabe, qui, d'après ses statuts et ses documents de propagande destinés à l'opinion anglo-saxonne, serait animée d'un idéal très proche de celui des Nations Unies (1). Certes, le doux idéalisme avec lequel ses buts sont présentés à l'opinion anglo-saxonne serait de nature à recueillir les suffrages de tous ceux qui aiment la paix. Malheureusement, les réalités politiques sont bien différentes et les textes ne valent que par ceux qui les animent. La Ligue arabe n'est plus, dès aujourd'hui, ce que prétendaient en faire les fondateurs. Des forces extérieures l'entraînent. L'unification du monde islamique que l'on prépare, de l'Indonésie au Maroc, en utilisant l'idéologie libérale, grâce aux techniques modernes, fait apparaître en pleine puissance une immense force populaire à peu près aveugle, demeurée semblable à elle-même pendant de longs siècles d'ignorance et qui se rassemble avec une étonnante rapidité et transforme les organes de la Ligue et les gouvernements d'Orient en exécution d'une volonté collective élémentaire.

C'est cette volonté qui se dressera devant les enquêteurs internationaux en Palestine. C'est elle qui va tenter d'arracher le Maghreb à l'Europe. L'Angleterre la rencontrera, farouche, demain en Afrique noire, au cœur de l'Afrique, où cependant elle cherche à se ménager pour l'avenir une base sûre. C'est là une passion puissante, assimilatrice, dans laquelle se confondent étroitement des notions que, depuis des siècles, nous nous efforçons, dans la chrétienté, de séparer. L'Islam n'est-il pas, comme le dit chaque jour au Caire ou à La Macque le cheikh Hassan al Banna, « à la fois une religion, une nationalité et une patrie » ? L'arabisme ne fond-il pas dans un creuset harmonieux, sans altérer sa propre nature, comme l'affirme à ses frères Abd el Rahman Azzam, toutes les races et toutes les langues (2) ? Ne pensons point qu'il y ait là calcul machiavélique et tromperie. Pour eux et pour nous, les mots n'ont point le même sens. Tout le drame est là. Il n'est pas sûr qu'on l'ait encore exactement discerné.

* * *

Il était, nous l'avons dit, du sort d'Abd el Krim d'être un symbole. Délivré, au nom d'une morale supérieure à la nôtre, de ses engagements d'honneur à

(1) Cf. en particulier « Imperialism », par Abd el Rahman Azzam (*Arab League Pamphlets on international relation*, Government Press, Le Caire, 1947).

Le secrétaire général de la Ligue arabe établit une différence radicale entre les impérialismes modernes, à base d'oppression et de mainmise sur les ressources économiques, et les impérialismes du passé « dans lesquels le peuple conquis partageait avec des droits égaux la citoyenneté avec les conquérants dans un même État, avec une administration centrale ».

(2) Cf. *Politique Étrangère*, 1946, n° 2.

l'égard de la France, ce Berbère, héros de l'indépendance rifaine, incarne à présent pour les masses d'Orient et de l'Islam, pour les foules d'Asie, l'impérialisme arabe dans son combat contre le colonialisme de la France et de l'Espagne. Poussé par ses frères, il est le drapeau de l'Orient spirituel contre l'Occident médiéval, de la foi pure et irrésistible des premiers conquérants musulmans contre la civilisation chrétienne impuissante et l'individualisme moderne dissolvant.

L'empirisme britannique soumet le monde à une rude épreuve. Les forces qu'il a éveillées et qu'il se flattait de conduire à son profit lui échappent. Les élites, si patiemment formées, sur lesquelles on croyait pouvoir compter pour diriger l'évolution, sont emportées par un irrésistible courant. Passionnante aventure qu'observent sans étonnement les philosophes et les historiens. Étonnante méprise aussi qui laisse perplexes les hommes d'action devant les contradictions qui en résultent.

En un temps où l'entente de la France et de la Grande-Bretagne apparaît comme la pierre angulaire de la reconstruction de l'Europe, il est permis de se demander si l'heure n'est pas venue d'apporter aux expériences dangereuses qui se poursuivent en Asie le léger correctif d'une logique latine qui pourrait contribuer à maintenir la paix en Afrique.

Robert MONTAGNE.